

## Table-ronde n°2 : Comment l'urbanisme peut-il renforcer le faire et le vivre ensemble dans nos villes ?

3 octobre 2024

**Synthèse par Armel KEMAJOU** : Architecte et Urbaniste spécialisé dans le développement urbain en Afrique.

---

Les discussions se sont déroulées autour de la question du rôle de l'urbanisme en tant que technique, pratique professionnelle, outil politique, discipline scientifique, ou champ de recherche dans la création d'espaces urbains plus vibrants, plus inclusifs, plus désirables. L'objectif était également de partager différentes perspectives, non seulement de différents contextes, mais aussi de différents types d'acteurs.

Ainsi, y ont pris part :

- **Mme Caroline Bourgeois**, Vice-présidente du Comité exécutif – Responsable des sports et loisirs, d'Espace pour la vie, de la langue française et de l'Est de Montréal
- **M. Jean-Louis Moulot**, Urbaniste, Directeur Général de la Sodexam et Maire de la ville de Grand-Bassam
- **M. Vannak Seng**, Vice-gouverneur de la ville de Pnom-Pehn
- **Mme Thai Huyen Nguyen**, Architecte-urbaniste, Enseignante-chercheure, Université d'Architecture de Hanoi
- **M. Simon Teyssou**, Architecte, fondateur de l'Atelier du Rouget, Directeur de l'École Nationale d'Architecture de Clermont-Ferrand et Grand Prix de l'Urbanisme 2023
- **Mme Patricia Pelloux**, Directrice adjointe de l'Atelier Parisien d'Urbanisme – APUR.

La modération a été assurée par **Monsieur Jérôme Chenal**, Directeur du Centre Excellence in Africa (EXAF) et de la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). À la fin des discussions, la synthèse a été faite par Armel Kemajou, chercheur et chef de projet à l'EPFL<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Armel est architecte-urbaniste. Son parcours professionnel lui a permis jusqu'ici de contribuer au développement de l'habitat et des infrastructures urbaines dans les villes d'Afrique centrale et de l'Ouest, d'abord dans le secteur privé, puis avec la Banque mondiale pour laquelle il a appuyé des projets et études analytiques au Cameroun, au Congo, au Gabon, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, dans le Sahel. Il coordonne actuellement le projet African Cities Lab ([africancitieslab.org](http://africancitieslab.org)), qui a développé une plateforme d'éducation numérique dédiée au renforcement des capacités des professionnels du secteur urbain et des preneurs de décision. Il financé par le Secrétariat d'État à l'économie Suisse (SECO) et mis en œuvre par l'EPFL en collaboration avec six institutions universitaires d'Afrique.

Renforcer le faire et le vivre ensemble dans nos villes pourrait passer par les six points suivants, qui ont émergé des discussions :

**1. Il est nécessaire de clairement définir les rôles.** Différents acteurs concourent à la transformation des espaces et territoires urbains, chacun ayant sa perspective, ses priorités, et ses moyens. Clarifier les rôles est une première étape du faire ensemble. Les maires comme porteurs de projets politiques sur le territoire et chefs d'orchestre dans la mise en cohérence des aspirations des acteurs ; les urbanistes et professionnels de la ville comme facilitateurs aptes à transformer ces aspirations en outils ; les États pour mettre en place les cadres politiques et réglementaires ; l'université pour former les professionnels et apporter l'éclairage scientifique nécessaire pour, orienter, informer, ou éveiller ; la société civile ; les communautés ; les chefs traditionnels, etc. Chaque acteur a un rôle à jouer, et devrait pouvoir le jouer en toute liberté et toute transparence. Les professionnels d'un nouveau type doivent être formés, à la lumière des enjeux de demain, tandis que ceux en activités doivent réfléchir au sens de leurs pratiques.

**2. Établir un dialogue permanent entre ces acteurs.** Il est pour cela nécessaire d'établir un cadre démocratique favorable et d'encapaciter chacun de ces acteurs. Les cloisons en acteurs doivent être brisées, ainsi que les freins à un dialogue permanent entre les acteurs. Faire ensemble signifie de créer des passerelles pour que les acteurs se parlent davantage, réfléchissent ensemble, développent des synergies, et s'accordent pour collectivement répondre aux aspirations des populations. Nos territoires manquent encore souvent de plateformes de concertation et de dialogue, qui permettraient à chacun d'avoir son mot à dire, et de jouer son rôle. Le vivre ensemble nécessite que tous les acteurs soient pleinement impliqués, et que des occasions de mettre autour d'une même table l'expertise, le savoir-faire, les décideurs, et les populations soient multipliées.

**3. Se donner une vision claire, des aspirations partagées, et des récits communs.** « Si tu veux construire un bateau, ne rassemble pas tes hommes et femmes pour leur donner des ordres, pour expliquer chaque détail, pour leur dire où trouver chaque chose... Si tu veux construire un bateau, fais naître dans le cœur de tes hommes et femmes le désir de la mer ». Faire et vivre ensemble dans nos villes demande de se projeter avec optimisme sur l'avenir, d'oser avoir une vision claire, de se définir ses propres imaginaires. D'une part, ces imaginaires doivent être partagés et appropriés par tout le monde (la majorité tout au moins), d'autre part, ils doivent être suffisamment désirables pour mettre les acteurs en mouvement. Ils doivent aussi être réalistes, alignés avec les ressources qu'il est possible de mobiliser. L'un des obstacles est souvent la difficulté des exécutifs municipaux à se projeter au-delà de la durée de leurs mandats, mais faire ensemble demande de s'inscrire plus fortement dans le long terme. Par-dessus tout, ces imaginaires doivent correspondre à ce que les gens sont, ce qu'ils veulent, ce qu'ils vivent. Il faut pour cela oser transformer, innover, cliver, tester, ne pas hésiter à prendre des paris forts et les assumer, comme celui travailler le vivre ensemble à partir des usages, du lien social, des valeurs d'entraide, de la solidarité retrouvée, de la place donnée au spontané, à la mixité, à la dignité, et à la démocratie.

**4. Définir et si nécessaire redéfinir les outils.** L'urbanisme comme technique est en mesure de traduire des aspirations claires en outils clairs, notamment des documents d'urbanisme, des plans d'aménagement, des règlements, des programmes d'habitat, des projets d'infrastructures, des outils financiers, etc. Ces outils doivent être précis et maintenus à jour, adossés des calendriers également précis. Cependant, les situations et les contextes sont différents d'une ville à une autre, ils évoluent dans l'espace et dans le temps. De nouveaux enjeux émergent et s'intensifient (crise climatique, crises sanitaires, coût de la vie, déplacement des emplois, émission de GES, vieillissement de la population dans les pays développés, par

exemple), les aspirations des populations évoluent rapidement, de même que les modes de vie. Les outils ne peuvent donc pas rester figés. Ils sont tenus d'évoluer eux aussi, afin que la réponse qu'ils apportent reste adaptée et pertinente. Cependant, les villes doivent veiller à ce que le cadre que posent les outils en place ne soient un piège pour elles-mêmes, en laissant suffisamment de marge et de souplesse pour l'ajuster au fur et à mesure, en fonction des aspirations des populations.

**5. Vivre ensemble c'est protéger les plus vulnérables.** L'inclusivité est une préoccupation centrale pour le renforcement du vivre ensemble dans nos villes. Vivre ensemble implique de maintenir la mixité sociale dans l'espace urbain, dans les quartiers, dans les logements. Laisser faire le marché a tendance à créer de la ségrégation par divers mécanismes de gentrification et de spéculation. Des politiques plus volontaristes sont nécessaires, comme plusieurs exemples le montrent, pour mettre en place des mécanismes financiers (ou d'autre forme) de protection des plus vulnérables. Le droit à la ville devrait être une réalité, grâce notamment à des mesures volontaristes concrètes en faveur d'une plus grande inclusivité. Inclure les populations les plus vulnérables signifie également d'améliorer l'accessibilité des espaces, de connecter les zones les plus éloignées entre elles et avec les zones d'emplois, de donner accès à des emplois décents et dignes aux populations, d'améliorer leurs conditions de vie en apportant à tous le minimum nécessaire en termes d'infrastructures et services de base (eau, électricité, salubrité, transport en commun, sécurité).

**6. Adopter des approches multi-scalaires.** Différents enjeux sont à considérer à différentes échelles, de l'échelle urbaine à l'échelle territoriale. Toutes les échelles ont leur importance et ne sont pas à opposer l'une à l'autre. Faire advenir ensemble la ville vibrante nécessite de réfléchir concomitamment à des questions macro telles que l'exode rural, la périurbanisation, l'anthropisation trop rapide des territoires, l'effondrement démographique des petites villes ou alors le boom démographique des grandes agglomérations, mais aussi des questions plus concrètes comme l'accessibilité des parcs, l'inclusivité des espaces publics, l'esthétique des immeubles, ou la gestion des copropriétés. La fabrique urbaine implique de traiter toutes les échelles comme un tout, en prenant soin d'impliquer tous les acteurs correspondants. Cependant, il ne s'agit pas de réfléchir du bas vers le haut ou l'inverse, mais d'aborder la fabrique urbaine de manière holistique.

**7. Le partage des bonnes pratiques** est un septième qui pourrait être mis en avant. La table ronde ne l'a pas pleinement abordé, mais il reste fondamental dans la mesure où chaque ville a quelque chose à apprendre au reste du monde. L'expérience d'une ville est susceptible d'éclairer la prise d'une décision dans une autre, que l'expérience en question soit positive ou non. Les villes du monde, et particulièrement les villes francophones ont besoin de communiquer entre elles, maintenant plus que jamais, de partager leurs expériences, leurs défis, et leurs réussites sur le chemin du faire et du vivre ensemble.

La table ronde a donc donné des pistes de réflexion sur comment l'urbanisme pourrait renforcer le faire et le vivre ensemble dans nos villes, sur la base d'exemples tirés de différents contextes (Montréal, Phnom Penh, Grand Bassam, Grand Paris, Hanoi, petites et moyennes villes en France). Présenter des solutions toutes faites n'en était pas l'intention, il n'existe d'ailleurs pas de solution toute faite. Cependant, les preneurs de décision présents ont été invités à s'appuyer sur ces possibilités pour trouver leur propres trajectoires, leurs propres approches, leurs propres solutions, chacun dans son contexte.